



La demande d'énergies fossiles est encore « trop élevée » pour respecter les objectifs climatiques de l'accord de Paris

La demande d'énergies fossiles est encore « trop élevée » pour respecter les objectifs climatiques de l'accord de Paris. A quelques semaines de négociations cruciales à la 28<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le climat, à Dubaï, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) appelle à des politiques plus ambitieuses favorisant le développement des énergies décarbonées. A un mois de la COP28 qui se tiendra à Dubaï (Emirats arabes unis), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) alerte. Malgré l'essor des technologies propres, la demande d'énergies fossiles devrait rester « trop élevée » pour maintenir l'objectif climatique le plus ambitieux de l'accord de Paris de 2015, qui vise à limiter la hausse des températures moyennes mondiales à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, prévient-elle. « Malgré la croissance impressionnante des énergies propres » telle qu'observée dans les politiques actuelles, les émissions de gaz à effet de serre resteraient suffisamment importantes pour faire grimper les températures moyennes mondiales d'environ 2,4 °C au cours de ce siècle, prévient l'AIE dans son nouveau rapport annuel publié mardi 24 octobre. « Infléchir la courbe des émissions » pour pouvoir contenir le réchauffement planétaire à 1,5 °C est toujours « possible », mais le chemin s'annonce « très difficile », poursuit-elle. Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est



strictement interdite. Pour plus d'informations, consultez nos conditions générales de vente. En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ». « Les coûts de l'inaction pourraient être énormes » Ce document est publié à quelques semaines de négociations cruciales à la 28e conférence des Nations unies sur le climat, à Dubaï, du 30 novembre au 12 décembre, où l'avenir des énergies fossiles devrait donner lieu à de nombreux débats. « Les coûts de l'inaction pourraient être énormes », a-t-elle ajouté dans son rapport de 354 pages, une projection de ce que représenterait le monde de l'énergie en 2030. A cet horizon, l'AIE estime qu'il devrait y avoir dans le monde 10 fois plus de véhicules électriques sur la route qu'aujourd'hui, tandis que la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial devrait approcher de 50 % (contre 30 % actuellement). Les progrès sont là, avec des investissements dans les énergies propres en hausse de 40 % depuis 2020, mais des « politiques plus fortes sont nécessaires » pour atteindre l'objectif de réchauffement maximal de 1,5 °C, insiste l'AIE, en réitérant son appel à tripler la capacité d'énergies renouvelables d'ici à 2030. « Compte tenu des tensions et de la volatilité qui caractérisent aujourd'hui les marchés énergétiques traditionnels, les affirmations selon lesquelles le pétrole et le gaz représentent des choix sûrs ou sécurisants pour le monde entier ne sont pas fondées », a notamment averti Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) estime que le monde aura encore besoin d'énergies fossiles pendant de nombreuses années. « Les gouvernements, les entreprises et les investisseurs doivent soutenir les transitions énergétiques propres plutôt que de les gêner », a ajouté M. Birol en citant les « avantages » en termes de sécurité d'approvisionnement, d'emplois et de qualité de l'air à développer les technologies d'énergies décarbonées. Le 23/10/2023 Source web par : lemonde